

MATHILDE MAUREL¹

LE RÉGIONALISME : LES ENSEIGNEMENTS DE L'EST EUROPÉEN

RÉSUMÉ. La problématique du régionalisme est devenue ces dernières années un thème récurrent de la théorie du commerce international. C'est, de manière originale, à travers l'analyse de deux épisodes de désintégration dans la même région du monde, l'Europe centrale et orientale, mais séparés par soixante-dix ans, que cet article tente de montrer le succès des politiques régionalistes, et la faillite des stratégies, préconisées dans l'entre-deux-guerres, de libéralisation unilatérale des échanges illustrée par la Clause de la Nation la plus favorisée. Dans le premier cas, la désintégration de l'empire des Habsbourg n'est pas compensée par une réorientation des échanges vers des marchés tiers, alors que soixante-dix ans plus tard, la dissolution du CAEM se traduit par la réintégration de la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, à l'ensemble européen. Trois points forts se dégagent de l'exercice de comparaison : premièrement, le régionalisme est un moindre mal : dans les années vingt, régionalisme et multilatéralisme reculent l'un et l'autre, alors qu'ils vont dans le même sens aujourd'hui. Deuxièmement, la géographie compte : le

coût de la désintégration en Europe centrale et orientale est majoré par le fait que les pays qui se séparent sont géographiquement, historiquement, culturellement, liés par des solidarités plus fortes que ne peuvent le prédire les modèles classiques de commerce international. Enfin, la perte brutale et exogène de soixante pour cent des échanges suggère que le degré d'intégration que l'on peut atteindre dans une région dépasse les estimations plus traditionnelles de création d'échanges induite par l'intégration de pays.

Alors que dans l'entre-deux-guerres, la réorientation des échanges est compromise par la montée d'une logique de blocs commerciaux se livrant à des guerres de représailles, et par la désintégration du commerce international, les mots clé pour comprendre la période contemporaine sont moins désintégration et effondrement des échanges qu'élargissement, approfondissement du marché, adhésion des PECO (pays d'Europe centrale et orientale) à l'Union européenne (UE). L'étonnante restructuration du commerce européen témoigne de la puissance de l'intégration européenne, et si la politique suit le marché, la perspective

1. MATHILDE MAUREL est chercheur au sein du ROSES, laboratoire du CNRS spécialisé dans l'analyse des économies en transition (e-mail : maurelm@univ-paris1.fr).

d'une adhésion prochaine (en 2010 par exemple) des PECO les plus avancés dans les réformes est tenue pour réaliste, malgré les difficultés d'ordre essentiellement budgétaire que pose l'élargissement (la poli-

tique agricole commune, les fonds de cohésion, les fonds structurels).

Classification JEL : F13, F15, N14, N74, P59.

En analysant les effets engendrés par la double désintégration de l'Europe centrale et orientale engendrée par les traités de paix dans les années vingt d'une part, et par la dissolution du CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuel) en 1991, d'autre part, cet article propose une illustration "à l'envers" des enjeux posés par le régionalisme². La démarche historique a d'abord, en soi même, une force de démonstration : on traite de deux exemples de désintégration, dans la même région, mais séparés par soixante-dix ans, dans lesquels la stratégie du régionalisme coïncide avec une période de réconciliation, alors que la stratégie du libre-échange dans l'entre-deux-guerres alimente la crise du commerce international. Au delà de l'argument purement historique, l'objectif est de mettre en évidence les facteurs du coût de la désintégration et d'en tirer des leçons pour le débat qui se pose aujourd'hui sur la pertinence du régionalisme.

C'est d'abord une leçon de pragmatisme. Dans l'entre-deux-guerres, l'effort de libéralisation unilatérale était probablement contreproductif, car il excluait d'emblée toute relance des échanges, même à un niveau régional, qui aurait pu, par un effet de propagation, avoir un effet d'entraînement sur le commerce dans le reste du monde. "When it became apparent that multilateral negotiations on an almost universal scale were not likely to succeed, certain groups, especially the Oslo group of countries, were anxious to achieve the general objects advocated in international conference within a more restricted area. Had general support of such endeavours been forthcoming, it is possible that the practice of reduction through group agreements might have spread and the groups gradually have extended their size. Such a procedure might have been less favourable to world trade as a whole than the rapid conclusion between a large number of countries of bilateral treaties embracing the MFN (Most Favoured Nation) clause, but not less favourable than the failure to grant concessions owing to the quasi-universal implications of the MFN." (Société des Nations (SDN), 1942). Cette analyse du rôle joué par la Clause de la Nation la plus Favorisée (CNF), qui était imposée aux pays vaincus par les Alliés, et souvent appliquée de manière négative, pour contrer des tentatives de rapprochement régional, peut être étendue à l'ex-Empire austro-hongrois, démantelé par les traités de paix, et qui constituait une union monétaire et douanière avant la guerre³. Alors qu'au XIX^e siècle, la multiplication

2. Cet article reprend de manière synthétique une partie des thèses développées dans l'ouvrage *Régionalisme et désintégration en Europe centrale et orientale ; une approche gravitationnelle*, par M. Maurel, paru en 1998 aux éditions du CNRS.

3. Les difficultés dramatiques de l'Autriche et le déficit structurel de sa balance commerciale qui n'avait pas manqué d'attirer l'attention des experts de la Société des Nations, suscitèrent à la demande expresse de celle-ci des négociations afin de mettre en place, dans l'esprit des traités de paix, une zone d'échanges privilégiés. Sous les auspices des traités de Trianon et Saint-Germain, l'Autriche et la Hongrie étaient en effet autorisées à former avec la Tchécoslovaquie une zone d'union douanière, seule entorse aux principes d'égalité de traitement préconisés par la SDN, soulignant le caractère exceptionnel de la situation dans l'ex-empire austro-hongrois. Cette autorisation ne fut cependant pas exploitée par les pays concernés. L'Autriche et la Tchécoslovaquie étaient parvenues à un accord en 1925, qui fut ruiné par l'opposition de l'Italie qui négociait pour son propre compte des réductions de tarifs avec l'Autriche et qui refusa que les avantages accordés à la Tchécoslovaquie fussent ratifiés si elle ne pouvait pas en bénéficier elle aussi.

des traités bilatéraux a été un moteur du développement du libre-échange, et qu'après la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre du GATT, les accords régionaux se sont avérés extrêmement importants, l'entre-deux guerres apparaît comme une sorte de parenthèse dans l'histoire du commerce international. Dans un contexte d'effondrement du commerce international et d'exacerbation des tendances protectionnistes, multilatéralisme et régionalisme ont reculé l'un et l'autre. Par contraste, la politique européenne des années quatre-vingt-dix est une politique d'élargissement et de rapprochement régional dont les effets de détournement de commerce sont largement compensés par les effets de création de commerce.

C'est ensuite une leçon de géographie. Le deuxième facteur pour lequel le coût de la désintégration est très élevé dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) est la violation de la proximité au sens large : géographique, culturelle, linguistique. Dans les années vingt, le découpage territorial est un non-sens. L'éclatement de l'empire n'est pas un acte de libéralisation unilatérale vers des marchés tiers, mais la négation d'un bloc aussi naturel que l'empire des Habsbourg, et par là même, la négation du libre-échange. Au moment de la formation du CAEM, Wilczinski estime que le commerce des économies socialistes avec les économies de marché est passé de 73,8 % du commerce total en 1938 à 14 % en 1953 (Wilczinski, 1969, p.54). La désintégration du CAEM est par conséquent, plutôt qu'un épisode de désintégration, celui d'une réintégration de l'Europe de l'Est au marché européen.

Et c'est enfin une leçon sur les limites de l'analyse vinérienne en termes purement statiques. La symétrie qui caractérise les processus d'intégration et de désintégration est limitée aux effets statiques. Or la réduction brutale du marché (la contraction des échanges régionaux est de l'ordre de 50 à 70 %) sur lequel opèrent les firmes dans un processus de désintégration réduit leur propension à échanger, indépendamment de la récession qui est provoquée par la disparition de l'union, et le coût classique de détournement des échanges en est renforcé ⁴. Une des contributions de cette analyse est de suggérer l'importance des effets dynamiques de l'intégration à travers deux épisodes qui sont presque des expériences de laboratoire, pour reprendre l'expression de Sargent ⁵, dans un contexte qui est ici celui de l'éclatement d'une union douanière. En mettant en évidence ces effets, on déplace l'accent mis dans le débat sur le régionalisme *versus* libre-échange, vers un terrain dans lequel les arguments d'élargissement du marché et de possibilité d'exploiter des gains dynamiques sont au moins aussi importants que ceux de détournement de commerce et de discrimination à l'encontre des pays non membres.

Cet article pose d'abord les jalons méthodologiques et statistiques sur lesquels est fondée la comparaison des deux épisodes de désintégration. Le modèle de gravité permet, grâce à une estimation en coupe, de comparer les échanges effectifs à ce qu'ils seraient si la désintégration avait été instantanée. Puis il décrit les processus qui sont à l'œuvre : le maintien d'un héritage régionaliste (en dépit de l'effondrement des échanges régionaux), ayant pour corollaire une réorientation

4. Il n'y a pas d'équivalent à cette réduction brutale dans un processus d'intégration : les unions douanières regroupent en général des pays liés par des solidarités économiques et géographiques fortes. Les gains d'échelle sont difficiles à mettre en évidence car ils sont déjà actifs avant le processus d'intégration.

5. Sargent (1982), à propos des hyperinflation des années vingt.

progressive vers des marchés tiers, les échanges avec le reste du monde (RDM) sont inférieurs, dans les deux cas, à la moyenne des échantillons. Enfin, il propose d'estimer le coût (bénéfice) des deux processus de désintégration dans une perspective dynamique, en regardant si la diminution du commerce régional est compensée d'année en année par une redistribution des échanges (vers le RDM). Alors que la réorientation du commerce est insuffisante dans les années vingt et trente pour compenser la perte des marchés traditionnels, elle compense largement dans les années quatre-vingt-dix la disparition du CAEM.

La comparaison permet de distinguer ainsi deux expériences de régionalisme qui diffèrent essentiellement par la politique commerciale conduite dans les autres pays : dans les années vingt, la stratégie de libéralisation unilatérale coïncide avec la montée du protectionnisme, alors que dans les années quatre-vingt-dix, régionalisme et diffusion du libre-échange semblent aller de pair.

L'approche méthodologique

Le modèle

L'analyse du coût de la désintégration s'appuie sur le modèle de gravité : dans un premier temps, elle compare l'intensité du commerce à l'intérieur de l'ex-Empire austro-hongrois, ou de l'ex-CAEM – ainsi que l'intensité des échanges vers le RDM – par rapport à des moyennes, ou normes, définies par les échantillons. Un écart positif (négatif) signifie que les échanges effectifs sont supérieurs (inférieurs) aux échanges potentiels. Dans un processus de désintégration, on s'attend à ce que les flux régionaux soient supérieurs à leur potentiel, car l'héritage de l'union se traduit par des liens persistants, et à ce que les échanges vers le RDM soient inférieurs à leur potentiel, car la réorientation du commerce n'est pas instantanée. Le coût de la désintégration dépend du poids relatif de ces deux écarts.

L'équation estimée est la suivante (toutes les variables sont exprimées en logarithme) :

$$IMP_{ij} = \alpha_1 y_i + \alpha_2 y_j + \alpha_3 n_i + \alpha_4 n_j + \beta d_{ij} + \gamma a + \sum_{i=1}^n d_i D_i + u_{ij} \quad (1)$$

IMP_{ij} représente les importations entre les deux pays partenaires i et j ;

y_i et y_j sont les PIB des deux pays partenaires de l'échange : ce sont des *proxies* pour les capacités d'offre et de demande des deux pays partenaires ;

n_i et n_j sont leurs populations : elles permettent de prendre en compte l'hypothèse selon laquelle la taille des pays partenaires influencent leurs degrés d'ouverture ;

d_{ij} est la distance kilométrique entre les deux centres économiques, c'est un *proxy* pour les coûts de transport ;

$\{D_i\}_{i \in I}$ est un ensemble de variables muettes qui ont été introduites de manière à prendre en compte des circonstances qui pouvaient biaiser systématiquement les estimations des coefficients structurels. Ces variables sont présentées en annexe.

Les données utilisées

Pour les années vingt, 315 flux et 24 pays européens, à l'exception des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie et du Japon sont représentés dans l'échantillon. Les données de commerce proviennent des *mémoires sur la Balance des Paiements* publiés chaque année par la Société des Nations. Les données de PIB ont été reconstituées pour la plupart après la Seconde Guerre mondiale. Toutes les données sont exprimées en dollars courants.

Pour la période contemporaine, le modèle est estimé à partir de la banque données de CHELEM du CEPII sur un panel cylindré : chaque année, l'échantillon est constitué de 538 observations et 24 pays d'Europe de l'Ouest (UE : Union européenne et AELE : Association européenne de libre-échange) et de l'Est (anciens membres du CAEM : la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, et la Tchécoslovaquie), y compris l'Ex-URSS. Pour 1995, les trente données correspondant aux échanges de la RDA avec les économies de marché, auxquelles il faut ajouter deux données d'échanges de la RDA avec la Pologne ou la Roumanie, sont absentes : l'échantillon de 1995 ne comporte donc que 506 observations. La RDA, réunifiée depuis 1990, ne publie plus depuis 1990 de statistiques commerciales distinctes de celles de la RFA. Les données la concernant (à l'exclusion de la RFA), proviennent donc d'une source allemande, le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW)⁶. La base CHELEM ne contient pas les données d'échanges intra-CAEM, (32 par année) qui sont partiellement enregistrés dans les annuaires du FMI (*Direction of Trade Statistics*). Les chiffres sont en milliards de devises courantes et sont convertis en dollars à l'aide des séries de taux de change officiels des annuaires financiers du FMI (*International Financial Statistics*). Les PIB des économies (anciennement) planifiées dans la base CHELEM proviennent essentiellement de la Banque mondiale et de l'OCDE.

Les estimations

Dans l'estimation des équations de gravité, les coefficients des variables PIB (y) sont positifs et proches de l'unité, ceux des variables *Populations* (n) sont significatifs (négatifs dans les années vingt, positifs dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix). Les coûts de transport, mesurés par la variable distance (d), sont corrélés négativement au volume des échanges bilatéraux (TABLEAUX 1 et 2).

Les variables *PS*, *PSI* et *PSE* analysent, dans les années vingt, l'évolution des liens commerciaux dans les trois Etats successeurs, Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie. Les Etats limitrophes, Pologne, Roumanie, Yougoslavie avaient, par les traités de paix, reçu en partage une partie des territoires de l'ancien empire, mais ils n'ont pas été inclus dans les Etats successeurs, car ces pays existaient avant la guerre.

PSI (*PSE*) est égal à un lorsque l'importateur (l'exportateur) est un des trois Etats successeurs.

6. Ces données ont été publiées jusqu'en 1994 inclus. Elles sont exprimées en deutsche marks et converties en dollars à l'aide du taux change annuel moyen fourni par cet institut.

PS est égal à un lorsque les deux partenaires de l'échange appartiennent à l'ensemble constitué par les trois Etats successeurs.

Le coefficient de *PS* est positif dans la première période, témoignant de la persistance de l'héritage impérial, il est égal à zéro dans la deuxième période, dans laquelle le processus de désintégration s'est achevé. Les échanges avec l'extérieur sont inférieurs à la moyenne de l'échantillon, dans les deux périodes, reflétant les difficultés de réorientation du commerce.

Les variables muettes relatives à l'ex-CAEM, pour les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, sont :

— *CAEMI (CAEME)* égal à un lorsque l'importateur (l'exportateur) est un ancien membre du CAEM (comprenant dans notre échantillon statistique décrit ci-dessus, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, et la Tchécoslovaquie, et l'Ex-URSS) ;

— *CAEM* égal à un lorsque les deux partenaires de l'échange sont membres du CAEM.

Comme dans les années vingt, le coefficient positif et significatif (égal à 0,64) de la variable *CAEM* dans la période de désintégration traduit la persistance de liens commerciaux dans la région supérieurs à la moyenne de l'échantillon. La réorientation du commerce s'effectue, bien que les échanges demeurent inférieurs à leur potentiel.

TABLEAU 1

Estimation de deux équations de gravité : 1924-1929 (le processus de désintégration n'est pas achevé) et 1930-1932 (la désintégration est achevée)

	1924-1929	1930-1932
Constante	-1,358 (29,92)	-0,393 (2,33)
$y_{i,t}$	1,160 (1542,63)	1,178 (1648,45)
$y_{j,t}$	1,291 (2149,33)	1,045 (1422,08)
$n_{i,t}$	-0,470 (152,35)	-0,517 (207,58)
$n_{j,t}$	-0,597 (350,94)	-0,434 (162,54)
d_{ij}	-0,873 (2729,40)	-0,818 (1906,91)
<i>PS</i>	0,890 (51,33)	-
<i>PSI</i>	-0,246 (18,07)	-0,404 (38,94)
<i>PSE</i>	-0,563 (93,14)	-0,945 (228,50)
Nombre d'observations	5456	3665
R^2	0,678	0,701

Les statistiques de Fisher sont indiquées entre parenthèses. La procédure sélectionne les données significatives au niveau de 15%. Les estimations des variables muettes, hormis *PS*, *PSI* et *PSE*, figurent dans l'annexe.

TABLEAU 2

Estimation de deux équations de gravité : 1985-1990 (période de fonctionnement du CAEM) et 1991-1995 (période de désintégration du CAEM)

	1985-1990	1991-1995
Constante	-5,72 (-13,09)	-5,78 (-10,91)
$y_{i,t}$	0,93 (36,72)	0,95 (31,65)
$y_{j,t}$	0,70 (29,33)	0,66 (22,85)
$n_{i,t}$	-0,07 (-2,84)	-0,05 (-1,75)
$n_{j,t}$	0,10 (4,13)	0,19 (6,70)
d_{ij}	-1,05 (-39,25)	-1,08 (-38,91)
CAEM	1,39 (14,61)	0,64 (5,19)
CAEMI	-1,23 (-22,04)	-0,70 (-9,21)
CAEME	-0,81 (-15,09)	-0,23 (-2,96)
Nombre d'observations	3 228	2 658
R^2	0,82	0,82

Les statistiques de Student sont entre parenthèses. La procédure est simplement les MCO (Moindres Carrées Ordinaires) corrigés de l'hétéroscédasticité, car le nombre de variables muettes est trop faible pour entraîner des problèmes de multicollinéarité. Les estimations des variables muettes, hormis CAEM, CAEMI, et CAEME, figurent dans l'annexe.

L'effondrement des échanges régionaux : première estimation du coût de la désintégration

Le coût de la désintégration est appréhendé dans un premier temps à travers deux aspects qui sont communs aux années vingt et quatre-vingt-dix : la réorientation progressive vers des marchés tiers et l'effondrement du commerce régional. Deux difficultés particulières doivent être mentionnées.

L'absence de statistiques sur les flux de commerce entre les régions de l'empire austro-hongrois rend impossible l'analyse de la période de pré-désintégration *stricto sensu*, c'est-à-dire dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale. On ne peut que comparer le commerce du début des années-vingt aux échanges qui s'effectuent lorsque le processus de désintégration est achevé⁷, au début des années trente. En revanche, les Etats membres du CAEM publient, de manière indépendante, des statistiques de commerce avant et après 1991 : on peut donc confronter directement deux périodes, correspondant à la pré-désintégration et à la désintégration. Dans le TABLEAU 3, les chiffres qui sont directement comparables correspondent aux années vingt pour l'entre-deux-guerres et aux années quatre-vingt-dix pour la période contemporaine.

La comparaison de l'effondrement du commerce régional dans une économie

7. Le coefficient de la variable *PS* est égal à 0.

de marché et dans une économie qui change de régime doit être discutée. Dans le second cas, une partie importante des échanges régionaux était déterminée par une politique de quota prohibitifs et de restrictions "détruisant", au sens de Holzmann (1985), les échanges vers le reste du monde. L'effondrement des échanges régionaux n'est un indicateur du coût de la désintégration que s'il correspond au remplacement des échanges régionaux par la production domestique, plus coûteuse. Or, dans le cas du CAEM, ces échanges régionaux sont remplacés par des échanges avec le RDM, dont les coûts de production sont inférieurs à ceux de la production domestique. Leur disparition contribue donc à diminuer le coût de la désintégration. Pour prendre en compte cette caractéristique des économies planifiées, on proposera deux estimations⁸ directe et indirecte, de l'effondrement du commerce.

L'analyse comparée de la réorientation des échanges

Il s'agit ici de l'évolution des variables $PSI(E)$ et $CAEMI(E)$. Les échanges régionaux, en dépit du processus de désintégration, sont supérieurs aux normes définies dans les années vingt et quatre-vingt-dix par les moyennes des échantillons. Dans les années vingt, l'Empire des Habsbourg n'existe plus, mais l'héritage impérial implique que les échanges atteignent 243 pour cent du niveau qu'ils auraient eu en son absence. Pendant le processus de désintégration du CAEM (à partir de 1991), les échanges régionaux représentent 189 pour cent de la norme de l'équation⁹.

Les coefficients mesurant l'intensité des échanges avec le reste du monde reflètent deux processus de réorientation du commerce compromis dans le cas austro-hongrois par la montée des barrières tarifaires et par la crise du commerce international des années trente, réussi dans les années quatre-vingt-dix grâce au remplacement des quota et restrictions quantitatives aux échanges par des instruments de politique commerciale "normaux", c'est-à-dire par des tarifs. Dans les années vingt et trente, les importations des Etats successeurs en provenance du RDM tombent de 78 % de leur potentiel à 66 % (pour les exportations des Etats successeurs vers le RDM, les pourcentages sont respectivement égaux à 56 % et 38 %), alors que dans les années quatre-vingt-dix, on assiste à un phénomène inverse de rattrapage : les importations (exportations) des pays membres de l'ex-CAEM, de 30 % (44 %) de leur potentiel, passent à 50 % (80 %). Ces évolutions ne sont pas strictement comparables, puisqu'elles correspondent, dans un cas, à la comparaison des années vingt aux années trente, et dans le second cas, à la comparaison du CAEM à la période de l'après CAEM.

Si l'on considère que l'équation de gravité est une bonne approximation de la configuration du commerce européen à moyen terme, on constate que le potentiel de croissance des exportations des PECO vers les marchés européens est seulement de 20 pour cent (soit 100 moins 79,45 dans le tableau 3). En revanche, le potentiel de croissance des exportations de ces marchés vers l'Est est égal à 50 %

8. Voir *infra*.

9. Pendant la période de fonctionnement du CAEM, les échanges étaient quatre fois supérieurs à la norme gravitationnelle.

TABLEAU 3

Une première estimation du coût de la désintégration				
	Coefficient 1 c (1)	Coefficient 2 c (2)	exp [c (1)] = Xe(1)/Xp (1) effectif/potentiel	exp [c (2)] = Xe(2)/Xp (2) effectif/potentiel
<i>PS</i>	0,89	0	243,51%	100,00%
<i>PSI</i>	-0,246	-0,404	78,19%	66,76%
<i>PSE</i>	-0,563	-0,945	56,95%	38,87%
<i>CAEM</i>	1,39	0,64	401,49%	189,65%
<i>CAEMI</i>	-1,23	-0,7	29,23%	49,66%
<i>CAEME</i>	-0,81	-0,23	44,49%	79,45%

Source : Tableaux 1 et 2 ; les coefficients 1 reflètent l'intensité des échanges au début des années vingt et avant 1991 ; les coefficients 2 reflètent l'intensité des échanges au début des années trente et après la dissolution du CAEM. En exponentiel, les coefficients des variables *PS* (*PSI* et *PSE*) et *CAEM* (*CAEMI* et *CAEME*) représentent le ratio des échanges effectifs (*Xe*) sur les échanges potentiels (*Xp*).

(soit 100 moins 49,66). Ce résultat permet de relativiser les inquiétudes exprimées parfois par l'UE sur les conséquences qu'aurait une libéralisation encore plus poussée du commerce.

L'analyse comparée de l'effondrement du commerce régional

Il s'agit maintenant des variables *PS* et *CAEM*, les estimations des équations de gravité permettant de calculer l'ampleur de l'effondrement des échanges régionaux. En supposant que la variation de la norme des échanges définie par les équations de gravité (le potentiel des échanges dans la région : *Xp*) est négligeable devant la variation des échanges effectifs (*Xe*), le ratio de l'exponentiel du coefficient c(2) caractérisant la période de désintégration, sur l'exponentiel du coefficient c(1), caractérisant la période de pré-désintégration, fournit une estimation de l'effondrement des échanges dans l'Empire austro-hongrois ou dans le CAEM. En effet :

$$1 - \exp[c(2)] / \exp[c(1)] = 1 - [Xe(2) / Xp(2)] / [Xe(1) / Xp(1)] = 1 - Xe(2) / Xe(1).$$

L'ampleur et la similarité des estimations de l'effondrement des échanges régionaux sont frappantes : 60 % dans les années vingt, et dans les années quatre-vingt-dix, 52 % si on ne prend pas en compte l'effet très déprimant sur les échanges du mode de fonctionnement du CAEM, au lieu de 72 % si on les prend en compte (TABLEAU 4). Si on admet qu'une partie de ces échanges régionaux correspondait à des destructions massives de commerce, selon la définition de Holzman (1985), 52 % est une estimation plus fiable de l'ampleur de l'effondrement du commerce régional, et la différence, 20 %, correspond à ces échanges détruits, obtenus au moyen de quota prohibitifs, et remplacés non pas par la production domestique, mais par des échanges avec le RDM. Ainsi, la contraction du commerce régional est plus élevée dans une région qui avant la guerre constituait une véritable union douanière, et elle est moins importante dans l'ex-CAEM.

TABLEAU 4

Calcul direct et indirect de l'effondrement des échanges régionaux

	Coefficient c (1)	Coefficient c (2)	$\exp[c(2)]/\exp[c(1)]$	$1-\exp[c(2)]/\exp[c(1)]^*$
<i>PS1</i>	1,81 ^a	0,89 ^c	40,00%	60,00%
<i>PS2</i>	2,21 ^b	1,29 ^b	40,00%	60,00%
<i>CAEM1</i>	1,39 ^c	0,64 ^c	47,24%	52,76%
<i>CAEM2</i>	2,41 ^b	1,11 ^b	27,12%	72,88%

* Estimation de l'effondrement des échanges régionaux.

^a Ce chiffre est obtenu en ajoutant au coefficient de PS de la première période le logarithme naturel de 2,5, correspondant à l'estimation par Layton et Rist (1925) de ce qu'étaient les échanges régionaux en 1913 par rapport à 1924, voir de Ménil et Maurel (1994).

^b Coefficient de la variable muette *CAEM* (*PS*), déflaté de la moyenne des coefficients *CAEM1* et *CAEM2* (*PS1* et *PS2*), mesurant l'effet indirect de l'appartenance à la région.

^c Coefficient de la variable muette *CAEM* ou *PS*, mesurant l'effet direct de l'appartenance à la zone.

La dynamique du processus de désintégration

Le début du processus de désintégration est donc caractérisé par la persistance d'échanges régionaux supérieurs à la moyenne de l'échantillon, et un redéploiement vers des marchés tiers qui est progressif. L'évaluation du coût de ce processus doit prendre en compte cet aspect dynamique : la disparition progressive de l'héritage de l'union est-elle compensée par une redistribution des échanges suffisantes ? Le modèle de Viner (1950) explique qu'une union est bénéfique si la création d'échanges, *i.e.* l'augmentation induite de commerce régional, est supérieure au détournement de commerce, *i.e.* la disparition d'échanges avec le reste du monde, lorsque ces échanges correspondent à des coûts de production plus faibles. Symétriquement, le démantèlement d'une union est bénéfique si le détournement d'échanges régionaux est inférieur à la création nette d'échanges avec des marchés tiers. Dans les paragraphes suivants, on considère que les variations nettes de flux commerciaux induites par les processus de désintégration sont égales à la différence entre les échanges effectifs, et ce que seraient ces échanges si le processus de désintégration était instantané. Les échanges potentiels ainsi définis sont calculés à partir des équations de gravité présentées dans les tableaux 1 et 2 qui caractérisent les périodes de désintégration.

La méthodologie

Le coût (bénéfice) à la date t de la désintégration a deux composantes (ENCADRÉ). La première est l'écart entre les échanges effectifs et potentiels régionaux, proportionnel au détournement de commerce (*DC*), qui désigne la substitution aux importations régionales de la production domestique, plus coûteuse. La deuxième composante est l'écart entre les échanges effectifs et potentiels vers les pays non membres, proportionnel à la création nette de commerce (*CNC*). Cette

dernière est la somme de : *i*) la création de commerce (*CC*), c'est-à-dire la substitution aux importations en provenance des pays membres d'importations en provenance de pays non membres, dans lesquels les coûts de production sont moins élevés ; et *ii*) du détournement extérieur de commerce (*DEC*) qui peut se produire si les tarifs mis en place par les Etats successeurs sont supérieurs aux tarifs de l'union, ou si, en présence de rendements croissants, la réduction du marché régional engendre une augmentation des coûts moyen de production, et une diminution de la propension à échanger.

Dans le cas de l'ex-CAEM, deux calculs du coût de la désintégration ont été proposés. Le premier, traditionnel, est la somme des deux composantes *DC* + *CNC*. Le second considère que le recul des échanges régionaux, qui correspond au remplacement des échanges régionaux par des échanges avec des pays non membres, est déjà pris en compte dans *CNC* : seule cette composante est donc retenue dans le calcul du coût.

ENCADRÉ

Les deux composantes du coût de la désintégration

$DC = y_{int,t} - E(y_{int,t})$ est le détournement de commerce. *E* désigne l'opérateur de projection qui consiste à injecter dans l'équation de gravité caractérisant la période de désintégration les valeurs des PIB, PIB par tête à la date *t*, des deux partenaires commerciaux de l'ex-union considérés. On fait ensuite la somme de toutes les différences entre échanges effectifs et potentiels de la région.

$CNC = y_{RDM,t} - E(y_{RDM,t})$ est la création nette de commerce. *E* désigne l'opérateur de projection qui consiste à injecter dans l'équation de gravité caractérisant la période de désintégration les valeurs des PIB, PIB par tête à la date *t*, des deux partenaires commerciaux, l'un appartenant à l'ex-union considérée (CAEM ou empire austro-hongrois), l'autre n'en faisant pas partie. On fait ensuite la somme de toutes les différences entre échanges effectifs et potentiels ainsi obtenus.

Dans le TABLEAU 5, l'opérateur *E* utilise les coefficients de la période de pré-désintégration (de désintégration) pour les années 1929 à 1932 (pour les années 1924 à 1929), et permet d'estimer le coût de la désintégration en comparant les échanges effectifs et ce que seraient ces échanges si l'héritage impérial s'était maintenu (si la désintégration avait été instantanée). Dans le TABLEAU 6, on propose d'évaluer le bénéfice du maintien du CAEM à la fin des années quatre-vingt, en utilisant les coefficients de la période de désintégration (1991 à 1995), et le bénéfice de la désintégration, en utilisant les coefficients qui caractérisent la période d'existence du CAEM (1985 à 1990).

Les années vingt : le régionalisme dans une période de protectionnisme grandissant

D'après le TABLEAU 5, le bénéfice de la désintégration est décroissant jusqu'en 1932 (*DC* + *CNC* diminue). Le régionalisme du début de la période correspond donc à plus de commerce, à la fois régional et avec le reste du monde, que la désintégration, et les échanges avec le reste du monde compensent de moins en moins la disparition progressive des échanges régionaux.

TABLEAU 5

Années vingt : le coût de la désintégration

	En milliers de dollars courants		
	Détournement de commerce (DC)	Création nette de commerce (CNC)	Coût = DC + CNC
1924	2 498	4 486	6 984
1925	2 028	4 862	6 891
1926	1 997	3 947	5 944
1927	2 031	3 646	5 677
1928	1 922	4 901	6 823
1929	1 867	5 067	6 933
1930	708	1 711	2 420
1931	205	1 834	2 039
1932	-4	699	695

Le détournement de commerce (DC) est positif, pour deux raisons. D'une part, le deuxième terme de la différence, $E(y_{int.ra})$, dépend de l'opérateur de projection E qui est utilisé pour calculer les échanges potentiels. Correspondant à une période qualifiée par Liepmann de "période de destruction", par opposition aux années vingt que le même auteur qualifie de "période de reconstruction"¹⁰, cet opérateur reflète à la fois la réorientation des échanges régionaux et les effets de la crise à partir de 1929. D'autre part, dans les premières années de l'échantillon, les échanges effectifs, $y_{int.ra}$, sont supérieurs à ce qu'ils seraient été si le processus de désintégration avait été instantané. L'expression DC est décroissante, car l'héritage impérial s'affaiblit d'année en année et la situation du commerce dans la zone converge vers la disparition complète du régionalisme.

Le signe de CNC est positif pour deux raisons : parce que $E(Y_{RDM})$ représente, comme dans l'expression $E(y_{int.ra})$, un potentiel de commerce dans une période touchée par la crise du commerce international ; et parce que tout au long des années vingt, le maintien du régionalisme semble impliquer plus d'échanges avec le reste du monde : la création de commerce (CC) compense le détournement extérieur de commerce (DEC). Toutefois, le coût de la désintégration augmente (l'expression $DC + CNC$ diminue), suggérant que le poids de la CC s'affaiblit et que celui du DEC augmente. Le poids croissant du détournement extérieur de commerce a deux sources : d'une part, le niveau des tarifs et la montée du protectionnisme¹¹, la persistance d'un marché régional élargi se traduisant par des coûts de production moyens moins élevés et une propension des entreprises à échanger supérieure au début des années vingt. D'autre part, l'héritage

10. Liepmann (1938, p. 341) : "The first period, in which, between 1925 and 1929, an extensive reconstruction of world and European economy took place, has been aptly called the "Period of Reconstruction". The second period (autumn of 1929 to end of 1931) in which the world economic crisis began in ever-increasing degree to shake the economic foundations of first a few and then almost all European countries, could only be called the "Period of Destruction"."

11. L'écart entre échanges effectifs et potentiels est d'ailleurs croissant entre 1927 et 1929, période de reprise économique, et c'est à partir de 1929 que la situation s'inverse.

s'affaiblissant, ceci a pour corollaire une augmentation du DEC à la fin du processus de désintégration.

La première explication relève en effet du protectionnisme croissant de la période. Le TABLEAU 6 contient des données extraites de Liepman (1938), relatives au niveau des tarifs dans l'entre-deux-guerres. Pour les trois Etats successeurs, excepté l'Autriche, le pourcentage du niveau des tarifs de 1927, par rapport à celui de 1913, est supérieur à 100 : 137 pour la Tchécoslovaquie et 131 pour la Hongrie, mais 77 pour l'Autriche. Pour cette dernière, l'explication ne vient donc pas du niveau des tarifs. Dans le reste de l'Europe, le niveau des tarifs a augmenté, mais il est en moyenne plus faible à l'Ouest qu'à l'Est. Si la politique commerciale était seule responsable, les importations des Etats successeurs en provenance des marchés d'Europe de l'Ouest devraient progresser moins vite que leurs exportations. Or, d'après le TABLEAU 3, si les premières atteignent presque 80 % de leur potentiel, traduisant les difficultés d'approvisionnement des Etats successeurs coupés de leurs marchés traditionnels, les exportations ne dépassent pas 56 % de leur potentiel.

TABLEAU 6

	Niveau des tarifs en Europe, 1913-1931				
	Niveau Absolu			1927, en % de 1913	1931, en % de 1913
	1913	1927	1931		
Allemagne	16,7	20,4	40,7	122,0	244
France	23,6	23,0	38,0	97,5	160
Italie	24,8	27,8	48,3	112,0	195
Belgique	14,2	11,0	17,4	77,5	122
Suisse	10,5	16,8	26,4	160,0	252
Autriche	22,8	17,5	36,0	77,0	158
Tchécoslovaquie	22,8	31,3	50,0	137,0	220
Suède	27,6	20,0	26,8	72,5	97
Finlande	35,0	31,8	48,2	91,0	134
Pologne	72,5	53,5	67,5	74,0	93
Roumanie	30,3	42,3	63,0	140,0	207
Hongrie	22,8	30,0	45,0	131,0	197
Yougoslavie	22,2	32,0	46,0	144,0	207
Bulgarie	22,8	67,5	96,5	296,0	420
Espagne	37,0	49,0	68,5	132,0	185

Source : Liepman (1938, p. 415) calcule des taux qui sont équivalents à des tarifs *ad valorem* pour les 144 principales catégories de biens échangées en Europe. Ce qu'il appelle "le niveau général potentiel des tarifs" est la moyenne arithmétique de ces taux. Le terme "potentiel" est utilisé car les taux individuels ne sont pas pondérés par les quantités importées. Pour chaque catégorie, et chaque moyenne nationale, Liepman indique les taux maximum et minimum, c'est-à-dire la fourchette dans laquelle varient les tarifs de chaque bien qui appartiennent à une catégorie donnée. L'Autriche, la Tchécoslovaquie, et la Hongrie sont en 1913 l'Autriche-Hongrie ; la Pologne est en 1913 la Russie, la Yougoslavie est en 1913 la Serbie.

La deuxième explication tient à la difficulté pour les entreprises de se reconvertir sur d'autres marchés. Z. Drabek mentionne l'importance du marché que constituait l'empire et la faiblesse des échanges avec l'extérieur : "Since most

of the commodity production of the pre-war period was turned over within the large internal market of the Dual Monarchy, the discontinuities which followed immediately after the War were, to a large extent, results of the collapse of that market" (Drabek, 1985, vol.I, p.380). Plus précisément, cette difficulté de reconversion peut être due à un contexte d'augmentation anticipée des coûts moyens de production et d'anticipation de la réduction progressive des marchés traditionnels. La capacité d'échanger des Etats est réduite, indépendamment de l'effet de récession qui est déjà pris en compte dans la variable de production. Alors que dans un processus d'intégration, ce type d'économie d'échelle se réalise plus faiblement (les pays qui s'intègrent sont en général déjà liés par des solidarités économiques fortes), il est très actif dans un processus de désintégration et d'effondrement brutal et exogène des marchés traditionnels, ainsi qu'en témoignent les estimations de cette étude. Bien entendu, cet argument ne s'applique pas aux économies de l'ex-CAEM, dont le mode de fonctionnement excluait l'exploitation de tels rendements et la minimisation des coûts de production : les échanges effectifs sont inférieurs à leur potentiel, mais la réorientation des échanges, contrairement aux années vingt, va dans le sens d'une réduction de l'écart entre échanges effectifs et échanges potentiels, et d'une convergence rapide vers la moyenne de l'échantillon.

Les années quatre-vingt-dix : le régionalisme en période d'ouverture

A partir de 1990, le bénéfice de la désintégration est croissant. La variation nette d'échanges passe de 20748 millions de dollars en 1990 à 111900 millions de dollars en 1995, ce qui suggère que la réorientation vers des marchés tiers compense le recul des échanges régionaux. Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt en revanche, le maintien du CAEM soit est bénéfique (colonne 4), mais le gain est décroissant, soit se traduit par un coût positif et croissant (colonne 2) : le CAEM est de moins en moins capable de compenser les effets négatifs de l'appartenance à une zone dans laquelle de commerce est administré.

Le détournement de commerce (*DC*) est positif, puis négatif. Dans les premières années de l'échantillon, les échanges effectifs, y_{intra} , sont supérieurs à ce qu'ils auraient été si le processus de désintégration était survenu avant 1990. L'expression passe de 60 milliards à 34 milliards de dollars, rappelant le déclin précoce du CAEM. Après la dissolution, l'expression *DC* devient négative, mais elle est stable.

Le signe de *CNC* est négatif entre 1987 et 1990, car les échanges avec le reste du monde sont inférieurs à ce qu'ils seraient dans l'hypothèse d'une désintégration du CAEM. Puis il devient positif, reflétant les effets de la libéralisation et de la réorientation vers l'ouest, et le fait que la création de commerce (*CC*) compense un éventuel détournement extérieur de commerce (*DEC*).

En pourcentage du PIB, le gain réalisé grâce au double processus de désintégration et d'intégration au marché européen dans le cadre d'accords régionaux est spectaculaire : en 1995, il atteint entre 13 % et 14 %. En prenant des estimations de PIB PPA (parité de pouvoir d'achat), ces pourcentages demeurent très élevés : 7 % et 8 % environ.

TABLEAU 7

Années quatre-vingt-dix : le coût de la désintégration					
En millions de dollars courants					
	Détournement de commerce (DC)	Création nette de commerce (CNC)	Création nette de commerce (en % du PIB)	Coût DC + CNC	Coût (en % du PIB)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1985	55 309	19 191	1,89%	74 500	7,32%
1986	60 376	309	0,03%	60 685	5,22%
1987	66 104	-9 959	-0,79%	56 145	4,48%
1988	53 853	-16 982	-1,28%	36 871	2,79%
1989	47 059	-11 132	-0,84%	35 927	2,70%
1990	34 103	-13 356	-1,04%	20 748	1,62%
1991	-10 176	38 825	3,93%	28 650	2,90%
1992	-10 524	52 173	6,50%	41 650	5,19%
1993	-11 242	61 584	8,20%	50 342	6,71%
1994	-11 539	84 073	12,62%	72 534	10,89%
1995	-11 471	123 370	14,34%	111 900	13,00%

Le succès de la stratégie de désintégration dans les années quatre-vingt-dix s'explique essentiellement par la libéralisation du commerce extérieur et par la volonté d'ouverture manifeste de l'UE qui ont un effet positif à la fois sur *CC* et sur *DEC*. L'argument de la réduction du marché régional et de l'augmentation des coûts moyens de production ne peut pas être pris en compte dans le cas des économies anciennement planifiées¹². L'UE a signé des accords avec dix pays d'Europe centrale et orientale qui comportent des clauses évolutives pouvant déboucher sur l'adhésion. L'étape la plus récente de ce processus a été, lors du Conseil européen de Luxembourg (décembre 1997), la sélection des quatre PECO qui entameront en 1998 des négociations d'adhésion. Dans le cadre d'une libéralisation radicale, tant dans son ampleur que dans sa durée, la réorientation des échanges s'est effectuée. Les quotas ont été réduits, les restrictions quantitatives remplacées par des instruments de politiques commerciales plus normaux.

Les efforts de libéralisation accomplis par l'UE sont controversés : notamment, l'augmentation des exportations vers l'Europe de l'Ouest a été moins prononcée que l'augmentation des importations en provenance de l'Europe de l'Ouest. Mais le simple examen des taux de croissance ne prend pas en compte les capacités d'offre, plus faibles à l'est¹³. Par ailleurs l'évolution de la composition des exportations a peut-être été influencée par le maintien de restrictions sur les

12. Simeon Djankov (1998) suggère qu'il n'y a pas d'effet taille du marché régional dans les économies anciennement planifiées en montrant que l'intensité des échanges à l'intérieur de la Russie n'est pas supérieure à celle des échanges qui s'effectuent entre la Russie et les républiques de l'Union soviétique, avant le processus de désintégration. L'auteur compare également le commerce à l'intérieur de l'ex-URSS, et le commerce s'effectuant entre les provinces canadiennes, et conclut que le premier est beaucoup moins important.

13. Pour mémoire, d'après le tableau 3, les exportations des PECO vers l'Ouest ont atteint 80 % de leur potentiel, alors que les importations ne représentent que 50 % de leur potentiel.

produits sensibles, l'agriculture, les textile, la sidérurgie, contrariant la restructuration du commerce des pays de l'Est selon leurs avantages comparés. Il n'en demeure pas moins que, contrairement aux années vingt, la politique européenne manifeste de manière évidente la volonté de s'ouvrir aux économies en transition et de les intégrer au marché européen, ce dont atteste la décision du Conseil européen tenu à Copenhague en juin 1993, selon laquelle les pays d'Europe centrale et orientale pourront devenir membres de l'Union européenne dès qu'ils seront en mesure d'en assumer les obligations.

La première étape de l'intégration correspond à l'abolition en 1990 par la Communauté des restrictions qui s'appliquaient aux économies planifiées, à la suppression d'un certain nombre de restrictions quantitatives plus générales, et à l'application de la Clause de la Nation la plus Favorisée. Puis, en 1991, la Hongrie et la Pologne signent les premiers accords d'association, et en 1993, les mêmes accords sont signés avec la république tchèque, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie. En matière commerciale, l'objectif de ces accords est de créer une zone de libre-échange pour tous les produits non agricoles dans une période de dix ans. Un principe d'asymétrie a été retenu pour cette libéralisation bilatérale : l'UE dispose de cinq années, à partir de 1993, pour libéraliser graduellement ses importations industrielles en provenance des PECO, alors que ces derniers peuvent n'entamer le processus qu'à partir de 1995.

Conclusion

Le régionalisme est d'abord un instrument de politique commerciale qui permet de libéraliser les échanges entre des pays qui, proches géographiquement, effectuent la plus grande partie de leur commerce entre eux. Coïncidence ou non, le déclin du régionalisme et la désintégration de l'empire des Habsbourg ont été renforcés par la montée du protectionnisme dans l'entre-deux-guerres et l'échec de la réorientation des échanges vers des marchés tiers. La Clause de la Nation la plus Favorisée était invoquée uniquement pour contrer des politiques commerciales préconisant le rapprochement avec des pays vaincus. En 1991, en revanche, la désintégration du CAEM, précédée de l'adhésion de ses membres au GATT, a été immédiatement suivie des accords européens. Contrairement aux années vingt, le régionalisme est utilisé pour soutenir l'objectif de libéralisation des échanges par les pays qui adhèrent à l'économie de marché. Si la stratégie des années vingt est une stratégie de désintégration sans contrepartie, celle des années quatre-vingt-dix correspond aussi bien à une politique d'intégration (voire d'adhésion) avec l'Ouest. L'histoire de la désintégration en Europe montre que la stratégie de libéralisation unilatérale dans l'entre-deux-guerres compromet le rétablissement des échanges, qui selon l'avis des experts de la SDN aurait pu être effectué grâce à un effet de contagion des accords régionaux, et que l'adhésion au GATT dans la période contemporaine n'a pas empêché la signature des accords régionaux européens.

Cet article a proposé une estimation du coût (bénéfice) année par année de la désintégration de l'Europe de l'est (de sa ré-intégration en 1991 au marché européen). Dans les années vingt, la persistance d'échanges qui demeurent significativement en deçà de la norme définie par l'équation de gravité suggère que des mécanismes dus à des rendements croissants sont à l'œuvre et obèrent la capacité

d'échanges des firmes. Avec la nouvelle configuration territoriale décidée par les traités de paix (l'Autriche et la Hongrie sortent complètement exsangues du partage : la première étant amputée de 77 % de sa population et la seconde de 62 %), la Hongrie se trouve coupée de ses marchés naturels pour ses excédents agricoles, et de ses sources d'approvisionnement en biens manufacturiers. La situation de l'Autriche, coupée de ses sources d'approvisionnement alimentaire et de ses fournisseurs habituels de textiles et de vêtements, est plus dramatique encore. Seule la Tchécoslovaquie sort à peu près indemne de la guerre, bien que ses industries de biens d'équipement ne puissent plus compter sur les livraisons viennoises de fer et d'acier. Etant donnée cette complémentarité forte des régions, et la mise en place de barrières protectionnistes entre les Etats qui double l'irrationalité territoriale d'une irrationalité économique, il est possible d'interpréter les difficultés de la réorientation des échanges comme la conséquence d'une réduction brutale et exogène du marché sur lequel opèrent les firmes. La mise en évidence de rendements d'échelle, dans un processus où la réduction brutale des débouchés traditionnels augmente leur visibilité, suggère que le débat sur l'intégration européenne et/ou le régionalisme européen dépasse le simple cadre de la compétition parfaite. Il est question de création et de détournement de commerce, aussi bien que de possibilité d'exploiter, à long terme, des gains d'échelle, à travers la création d'un marché unifié.

Soixante-dix ans après les traités de paix, le dépeçage de l'Europe centrale et orientale, et la détérioration du commerce européen en général, qui ont dominé l'entre-deux-guerres, la réunification et la libéralisation du marché européen ont eu lieu. La réorientation du commerce est drastique : en pourcentage du PIB, la variation des échanges se situe dans une fourchette de 7 et 14 %. Les énormes variations nettes de commerce que l'on a calculé correspondent d'abord à un phénomène de rattrapage ; il n'est pas exclu toutefois que la croissance dans la région soit stimulée, à moyen et plus long terme, par la taille du marché auquel les firmes des économies en transition ont accès. Le coût de la désintégration est moins élevé que dans les années vingt. Ce résultat, qui s'explique en partie par les différences de politiques commerciales, est dû aussi au fait que le CAEM ne peut être analysé comme une union douanière classique : les destructions de commerce, que l'on a tentées de prendre en compte dans les calculs proposés, font que les conséquences économiques de la disparition du CAEM sont moins "coûteuses" que dans le cas d'une véritable union douanière.

Sur le processus de l'élargissement à l'est, dont une étape supplémentaire a été franchie lors du récent Conseil européen de Luxembourg de décembre 1997, la mise en perspective historique apporte un éclairage nouveau. Elle montre que l'ouverture des marchés a été un moteur formidable d'intégration européenne ; faut-il préconiser plus que cette intégration par le commerce ? Le scénario d'une adhésion en 2015 n'est pas des plus optimistes (on parle parfois d'une adhésion en 2006). Or, il implique que le délai écoulé entre les accords de libre-échange et l'accession serait de 25 ans, alors qu'il a été de 26 ans pour la Finlande, l'Autriche, la Norvège et la Suède, de 38 ans pour la Grèce, de 26 ans pour le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande. Par ailleurs, le contenu de l'adhésion a lui aussi changé, et les contraintes qu'il implique, depuis le respect des règles du marché intérieur (prévues par le Traité de Rome, elles ne sont appliquées dans leur intégralité que depuis la parution du *Livre Blanc* de 1985), jusqu'à l'abandon

de l'autonomie de la politique monétaire et de l'instrument du taux de change dans le cas extrême de l'Union Economique et Monétaire à vingt et un, supposent un degré de convergence économique bien supérieur à celui requis il y a vingt ans. Ce constat est évidemment paradoxal (d'un point de vue économique), si l'on considère que les pays candidats sortent tout juste de quarante ans d'économie planifiée, et que, pour ne retenir qu'un indicateur, l'inflation, celle-ci atteint 10 pour cent environ (Hongrie et Pologne, respectivement 17 et 14 pour cent, Slovénie, 9 pour cent en 1997) dans les pays qui ont réussi leur stabilisation. Mais la volonté politique de soutenir les réformes à l'est, de crédibiliser la croissance de manière durable, de garantir la paix et la sécurité dans une Europe enfin continentale expliquent largement la vitesse à laquelle le calendrier de l'intégration est mis en place.

M. M.

ANNEXE

Variables muettes utilisées dans
l'estimation de l'équation de gravité

Ces variables ont été utilisées dans l'estimation des équations de gravité dont les résultats sont présentés dans les tableaux 1 et 1b ainsi que les tableaux 2 et 2b.

DANS LES TABLEAUX 1 et 1b

*Variables BOR, BORI, BORE*¹⁴

Les pays qui ont adhéré au Bloc Or dans les années trente sont la France, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, la Pologne, et d'autres pays (Lituanie, Albanie, Algérie, Maroc, Congo belge, Indes néerlandaises) non compris dans notre échantillon. La formation de ce bloc est l'aboutissement logique de la volonté de certains pays européens après la guerre de restaurer l'ancien système Or¹⁵. Bien que le Bloc Or ne forme pas une union à proprement parler, on constate que très tôt les échanges avec le reste du monde sont au dessus de la norme décrite par le modèle de gravité. La stabilité des monnaies stimule les exportations des pays membres dans les années vingt, puis à partir de 1929 ce sont les importations qui se situent au dessus de la norme, car la dépréciation des monnaies dont les pays suspendent la convertibilité à l'or améliore la compétitivité de leurs exportations.

Variables EB, EBI, EBE

Les pays qui dépendent de la zone sterling sont : le Royaume-Uni et son empire, le Canada, l'Australie, la Suède, La Norvège, le Danemark, la Finlande, et parmi les pays qui ne font pas partie de l'échantillon, les Dominions britanniques et les colonies, Indes, Union d'Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, Egypte et Siam, Estonie, Portugal. La date de

14. BOR est égal à un lorsque les deux pays font partie du bloc or ; BORI(E) est égal à un lorsque l'importateur (l'exportateur) est un pays membre du bloc or.

15. Voir sur ce thème le chapitre 10 intitulé : « The Gold-Exchange Standart and the Great Depression », dans Barry Eichengreen (1990), dont la thèse est que la politique d'accumulation de réserves d'or par la France et les Etats-Unis, notamment, a eu des conséquences déflationnistes décisives.

TABLEAU 1B (SUITE DU TABLEAU 1)

Estimation de deux équations de gravité : 1924-1929 (le processus de désintégration n'est pas achevé) et 1930-1932 (la désintégration est achevée)

<i>Variables</i>	1924-1929	1930-1932
<i>IMP</i>	2,137 (193,26)	2,106 (131,04)
<i>IMPI</i>	0,596 (78,97)	0,4425 (43,43)
<i>IMPE</i>		
<i>GR</i>	0,869 (83,74)	1,256 (128,31)
<i>GRI</i>	0,323 (42,82)	0,446 (62,76)
<i>GRE</i>	0,604 (153,69)	0,885 (253,05)
<i>CONT</i>	0,542 (79,82)	0,514 (50,86)
<i>CONTI</i>	-0,345 (57,86)	-0,242 (20,96)
<i>CONTE</i>		
<i>EB</i>	0,111 (2,64)	0,341 (21,40)
<i>EBI</i>	-0,219 (13,44)	
<i>EBE</i>		
<i>BOR</i>		
<i>BORI</i>		0,211 (17,80)
<i>BORE</i>	0,238 (29,86)	
<i>REV</i>	-1,852 (944,18)	-1,390 (409,08)

formation de ce bloc correspond à la dévaluation de la livre sterling en septembre 1931 et à la déclaration par le gouvernement britannique de sa non convertibilité. Les échanges entre les pays de la zone sont supérieurs à la moyenne de l'échantillon, dès les années vingt, alors que les échanges avec les pays non membres ne sont pas significativement différents de la moyenne.

Variables CONT, CONTI, CONTE

Les pays qui ont instauré un strict contrôle des changes, évoluant à la fin des années trente vers le troc, les accords de clearing, et dans certain cas vers l'intervention massive de l'administration, étaient : l'Allemagne, l'Italie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Hongrie, la Yougoslavie, et parmi les pays à l'extérieur de l'échantillon, la Bulgarie, la Lettonie et la Turquie. Ces pays ont, dans les années vingt, des tarifs supérieurs à la moyenne européenne, et leurs échanges avec le reste du monde sont inférieurs à la norme gravitationnelle.

Variable REV

L'introduction de cette variable permet de comparer les échanges de la Russie révolutionnaire puis stalinienne à la norme du modèle de gravité.

Variables GR, GRI, GRE

L'existence de liens culturels et linguistiques importants entre l'Allemagne, l'Autriche, et la Tchécoslovaquie a justifié l'introduction d'une variable qualitative supplémentaire. Malgré l'interdiction imposée par les Alliés à l'Allemagne de conclure aucun accord avec l'Autriche en particulier, la littérature témoigne de liens économiques très

forts, renforcés par la proximité géographique et linguistique. Bien avant l'avènement de l'ère hitlérienne et la réalisation de l'Anschluss en 1938, on constate que les échanges à l'intérieur de la région se situent au dessus de la moyenne.

Variables IMP, IMPI, IMPE

L'Empire britannique constituait bien avant la guerre une région commerciale privilégiée. Les Dominions¹⁶ jouissaient en principe de l'autonomie dans la détermination de leurs politiques commerciales, mais l'adoption dès 1919 de la préférence impériale conduisit à des réductions réciproques de tarifs, qui s'avèrent bien en dessous de la moyenne des tarifs dans le monde. A l'existence de ce système de tarifs préférentiels, il faut ajouter le fait d'une langue commune, d'une citoyenneté partagée, et de liens commerciaux développés, qui confèrent au commerce de l'Empire un caractère spécial. Les échanges entre les pays membres de l'empire sont au dessus de la moyenne, et l'existence d'une zone d'échanges privilégiés stimule les échanges avec l'extérieur.

DANS LES TABLEAUX 2 et 2b

Dans les années quatre-vingt-dix, on a pris en compte, hormis les échanges du CAEM, les échanges à l'intérieur de l'UE (Union européenne) et à l'intérieur de l'AELE (Association européenne de libre-échange).

UE est égal à un lorsque les deux partenaires de l'échange sont membres de la communauté européenne (à douze). Le coefficient de la variable muette est significatif et positif, attestant l'effet positif sur les échanges de l'Union.

AELE est égal à un lorsque les deux partenaires de l'échange sont membres de l'Association européenne de libre-échange. Le coefficient de cette variable est significativement positif et inférieur au coefficient de la variable UE, conformément aux résultats de la littérature (voir notamment Guido Biessen et Cees Van Beers, (1996)).

TABLEAU 2B (SUITE DU TABLEAU 2)

Estimation de deux équations de gravité : 1985-1990 (période de fonctionnement du CAEM) et 1991-1995 (période de désintégration du CAEM)

	1985-1990	1991-1995
UE	0,50 (13,64)	0,45 (11,73)
AELE	0,28 (4,29)	0,29 (4,13)

16. Notre échantillon ne comporte que deux membres de l'Empire : le Canada et l'Australie.

RÉFÉRENCES

- De Ménil G. & M. Maurel (1994), "Breaking Up a Customs Union: The Case of the Austro-Hungarian Empire in 1919", pp. 553-575, *Weltwirtschaftliches Archiv*, Band 130, Heft 3.
- Djankov S. (1998), "Disintegration", Banque mondiale et Federal Reserve Board, mimeo.
- Drabek Z. (1985), chapitre 7, volume I, dans M.C. Kaser et E.A. Radice (eds), *Economic History of Eastern Europe, 1919-1975*, Oxford.
- Holzman F. D. (1985), "Comecon : A "Trade-Destroying" Customs Union?", *Journal of Comparative Economics*, 9 :410-423.
- League of Nations (1942), *Commercial Policy in the Interwar Period*, Series 2A, n° 6, League of Nations, Genève.
- Liepmann H. (1938), *Tariff Levels and the Economic Unity of Europe: An Examination of Tariff Policy, Export Movements and the Economic Integration of Europe, 1913-1931*, George Allen and Unwin, Ltd., Londres.
- Maurel M. (1998) *Régionalisme et désintégration en Europe centrale et orientale ; une approche gravitationnelle*, Editions du CNRS.
- Sargent T. (1982), "The End of Four Big Inflations", pp. 41-97, in R.E. Hall (ed.), *Inflation: Causes and Effects*, University of Chicago Press, Chicago.
- Viner J. (1950), *The Custom Union Issue*, New York : Carnegie Endowment for International Peace.

